

Comment peut-on évaluer les politiques de nutrition et d'activité physique dans nos écoles?

Source

Taylor JP, ML McKenna et GP Butler (2010) **Surveillance et évaluation des politiques de nutrition et d'activité physique en milieu scolaire.** Revue Canadienne de Santé Publique 101(2):S26-30.

Devant l'augmentation inquiétante de l'embonpoint et de l'obésité chez les enfants, des commissions scolaires et des écoles ont adopté des politiques en matière de nutrition et d'activité physique en lien avec les recommandations de l'OMS.

Afin d'améliorer le contenu de ces politiques, et d'en assurer la mise en œuvre et le succès, des processus de surveillance et d'évaluation s'imposent.

À ce sujet, l'OSM fournit un cadre et précise la définition de la surveillance et de l'évaluation : « Processus systématiques qui permettent d'évaluer l'avancement des travaux en cours et de repérer d'éventuelles difficultés pour y remédier précocement. Ils permettent aussi de mesurer l'efficacité des programmes en fonction des résultats attendus. »

Les auteurs ont tenté d'identifier les questions pertinentes à la surveillance et à l'évaluation des politiques dans le contexte canadien, et de déterminer les domaines de recherche futurs qui permettraient de renforcer les données actuelles pour mettre au point des approches efficaces en matière de surveillance et d'évaluation.

Pour y arriver, les chercheurs ont tenu compte de toutes les données primaires et des documents de synthèse traitant de l'évaluation des politiques de nutrition en milieu scolaire publiés entre 1992 et 2009. Ils ont aussi dépouillé les bases de données pertinentes.

Résultats

Le document de l'OMS identifie déjà des indicateurs de processus, des extrants et des résultats pouvant être utilisés pour l'évaluation des politiques.

L'une des principales questions porte sur les sources de données existantes. Quelles sont celles dont on peut se servir à des fins de surveillance et d'évaluation?

En matière d'activité physique, on peut retenir :

- les mesures directes obtenues par certains instruments comme les podomètres et les accéléromètres;
- les politiques et les programmes relatifs aux cours d'éducation physique;
- la pratique d'activités physiques et de sports parascolaires;
- les politiques relatives au transport actif;
- les mesures directes relatives à la santé, dont le poids, la taille et l'IMC.

Une autre question concerne le problème de l'utilisation d'instruments de mesure normalisés afin de faciliter la comparaison entre les organisations. Existe-t-il des instruments de mesure normalisés? Étant donné la variété d'activités physiques possibles, il est très difficile de répertorier tous les instruments de mesure. Au Canada, les outils suivants peuvent être fort utiles :

- le questionnaire SIPESE, qui permet de recueillir des renseignements sur les activités physiques pratiquées par chaque élève et d'autres données administratives sur les politiques et les programmes d'activité physique offerts;
- l'Étude sur l'activité physique des jeunes, qui inclut des mesures directes obtenues à l'aide de podomètres;
- l'Enquête de l'OMS sur les comportements liés à la santé des enfants d'âge scolaire, qui fournit des données autodéclarées.

À l'heure actuelle, la variété d'instruments d'enquête existants, l'impossibilité d'utiliser des podomètres et des accéléromètres pour certaines activités, ainsi que la subjectivité des données autodéclarées rendent la comparaison des résultats plus difficile.

En ce qui concerne la recherche, on note un manque de chercheurs canadiens s'intéressant à la nutrition et l'activité physique. Un financement adéquat permettrait une évaluation approfondie des politiques dans ces domaines.

En conclusion, il est important d'identifier des approches et des indicateurs communs, d'adopter une approche globale et de s'assurer que la recherche et le financement soient suffisants pour augmenter l'efficacité des démarches d'évaluation.

Lyne Lyons, Karima Djellouli et Guy Thibault